

**RAPPORT N° 2023/6-12  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 02 novembre 2023**

**OBJET**

**PARC DE LOISIRS DU COLORADO - RESILIATION DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE (AOT) ACCORDEE EN 2016 A METEO-FRANCE - APPROBATION D'UNE NOUVELLE CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE POUR L'IMPLANTATION D'UNE STATION DE MESURES METEOROLOGIQUES**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

Par décision en date du jeudi 30 juin 2016, le Bureau Communautaire a approuvé la mise à disposition d'un emplacement provisoire à Météo France pour l'implantation d'une station de mesures météorologiques de pluviométrie et de température sur le parc de loisirs du Colorado à La Montagne pour une durée de 10 ans.

Au vu de la nature de l'activité de Météo France, de sa vocation de service public et de son rôle dans la protection de la population contre les risques naturels, il a été mis à sa disposition, à titre gratuit, un terrain d'une surface de 9 m<sup>2</sup>, situé dans l'emprise du parc du Colorado, du côté gauche du réservoir d'eau potable et cadastré sur la parcelle 97411 BX 359.

Il est rappelé que, sur le parc du Colorado, la CINOR exerce les obligations et droits du propriétaire dans le cadre de sa compétence de développement économique et touristique, lui conférant la gestion de cette zone touristique de loisirs. Sur cette même parcelle est situé un réservoir d'eau potable, géré par la Commune de Saint-Denis.

Par courrier en date du 29 juin 2023, Météo France a sollicité la CINOR pour le déplacement de sa station automatique d'observation afin d'y ajouter un dispositif de mesure du vent (mât et capteur) qui nécessitera un emplacement plus grand, soit 25 m<sup>2</sup> d'emprise au sol.

Pour les besoins de son projet, il est proposé de mettre à sa disposition, un terrain d'une surface de 25 m<sup>2</sup> (5m x5m) sur la même parcelle cadastrée 97411 BX 359. Une redevance mensuelle forfaitaire de 125 euros est instaurée, en contrepartie de la mise à disposition de l'emplacement sur le domaine public.

Aucune contrainte particulière vis-à-vis de la navigation aérienne et de la présence du réservoir d'eau potable n'est à noter pour une telle installation.

En conséquence, la convention d'AOT entre la CINOR et Météo France qui vous est proposée en annexe au présent rapport définit les conditions dans lesquelles ce dernier est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, l'emplacement précité sur lequel sera implantée la nouvelle station de mesures météorologiques.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la résiliation de la précédente convention conclue entre Météo France et la CINOR validée le 30 juin 2016.
- Approuver la nouvelle convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public consentie à Météo France pour l'implantation d'une station de mesures météorologiques sur le parc de loisirs du Colorado de 25 m<sup>2</sup> à La Montagne (Commune de Saint-Denis),
- M'autoriser à signer cette convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

**DECISION N° 2023/6-12  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 02 novembre 2023**

**OBJET**

**PARC DE LOISIRS DU COLORADO - RESILIATION DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE (AOT) ACCORDEE EN 2016 A METEO-FRANCE - APPROBATION D'UNE NOUVELLE CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE POUR L'IMPLANTATION D'UNE STATION DE MESURES METEOROLOGIQUES**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liées aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/6-12 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver la résiliation de la précédente convention conclue entre Météo France et la CINOR validée le 30 juin 2016.

**ARTICLE 2**

D'approuver la nouvelle convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public consentie à Météo France pour l'implantation d'une station de mesures météorologiques sur le parc de loisirs du Colorado à La Montagne (Commune de Saint-Denis) jointe en annexe

**ARTICLE 3**

D'autoriser le Président à signer ladite convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 15 Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

---

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**